PLAN BLEU

Assemblée générale 2018

L'assemblée générale du Plan Bleu s'est tenue le 9 octobre 2018, de 10 heures à 13 heures, dans les locaux du CIHEAM, 11 rue Newton, 75116 Paris.

Personnes présentes.

Personnes représentant des organismes : 5

Jean Jaujay (Échanges méditerranéens)

Alain Chaudron (AIFM)

Thierry Méraud (ADEME)

Eric Baulard (AFD)

Marie-Hélène le Hénaff (CIHEAM)

Personnes qualifiées : 12

Christian Avérous

Guillaume Benoit

Omar Bessaoud

Bernard Brillet

Lucien Chabasson

Yassine Bensaïd (représentant M le sénateur Daunis)

Yves Hénocque

Jean-Paul Lanly

Thierry Lavoux

Jean de Montgolfier

Kenty Richardson

Jacques Theys

pouvoirs reçus : 8.

Soit au total 32 membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir sur 39 membres convoqués.

Invités.

Benoît Rodrigues (représentant le Ministère de la transition écologique et Solidaire)

Serge Durif (commissaire aux comptes)

Mauricette Steinfeldt (PQ)

Elen Lemaître-Curri (directrice du Plan Bleu)

Aurelia Olinger Camerini (comptable du Plan Bleu)

Le président constate que le **quorum** est atteint et ouvre la séance.

Il remercie le CIHEAM d'accueillir, comme les années précédentes, l'AG du Plan Bleu.

Le **compte-rendu de l'AG 2017** est approuvé à l'unanimité.

Introduction et rapport moral du président.

2017 a été une année difficile.

Plus de mise à disposition (MAD) possible de la part des ministères chargés de l'environnement et de l'agriculture (alors qu'en 2009, il y avait eu jusqu'à 8 MAD y compris l'emploi de direction). Le soutien institutionnel du ministère chargé de l'environnement demeure, mais sa participation financière ne représente plus que 17% des recettes budgétaires. Nécessité d'explorer la question des statuts (GIP, accord de siège -mais Ministère des Affaires étrangères opposé-, cavalier législatif, Etablissement public de coopération environnementale (EPCE) etc.) et des financements complémentaires.

Le Conseil départemental 06 ayant repris les locaux qu'il mettait gratuitement à notre disposition à Sophia Antipolis, le déménagement a eu lieu à Marseille, provisoirement villa Valmer, puis bientôt à la Tour La Marseillaise, sur la Joliette. Cependant 4 agents restent provisoirement à Sophia, dans un espace de co-working loué.

Enfin, il faut noter le contentieux avec le CGD06 (incendie qui a endommagé une grande partie des locaux de Sophia il y a une dizaine d'années) : le PB a gagné en première instance mais le CD a fait appel.

Événements : en Juin 2018 colloque réussi (130 personnes) sur les 40 ans du Plan Bleu organisé conjointement avec l'association Serge Antoine et le soutien du CGAAER et du Comité d'Histoire du MTES, avec de nombreux témoignages sur l'appui que le PB a apporté à l'ensemble des parties. Réunion des points focaux à Nice en mars 2017, très positive, puis séminaire sur l'économie bleue en Méditerranée (secteur où l'UpM est moteur) à Marseille au mois de mai 2017. Démarrage de la préfiguration d'une « zone de réduction des émissions atmosphériques » (zone ECA) en provenance des navires en Méditerranée. Enfin la COP de la convention de Barcelone qui s'est déroulée en décembre 2017 à Tirana a vu la validation des projets RED2019 (rapport sur l'état de

l'environnement) et MED50 (prospective) ; mission d'observatoire de l'ODD14 en Méditerranée (économie bleue, protéger 10% des zones marines).

Contexte : Les travaux du Plan Bleu sont très souvent cités dans des rapports, mais les médias en parlent peu, et pas plus que du PAM et de la convention de Barcelone. Le PAM cherche à se recentrer sur ses missions et à mieux coordonner ses Centres d'activité (CAR). Alors que les autres CAR sont adossés à des protocoles, le PB est un CAR chargé de questions horizontales : développement durable en méditerranée, prospective, reporting qui le conduisent à s'intéresser à de multiples questions et à empiéter sur des compétences détenues par d'autres CAR . D'où la nécessité d'une approche collaborative et intégrée certes, le statut d'association de la loi de 1901 lui donne une grande souplesse, mais pose des problèmes notamment pour signer des conventions de partenariat avec des acteurs institutionnels sans que ceux-ci soient forcément validés par le PAM. La question du développement durable se réduit trop souvent à une lecture bureaucratique du rôle de la CMDD, marquée par l'absence de débat de fond. D'où l'idée de travailler plus efficacement en bilatéral, ou en coopération décentralisée avec les collectivités locales.

Rapport d'activité de la directrice.

Un document très complet a été mis sur la table. Elen Lemaître-Curri en présente le résumé.

6 missions phares sont clairement affichées. Le changement climatique prend de plus en plus d'importance avec le secrétariat du MEDDEC accueilli par le PB. Ceci traduit la concrétisation de l'intérêt du PB et du PAM pour l'interface science/politique et la prospective. Trois missions sont à renforcer : l'observation/reporting, la prospective, l'économie du développement durable.

Débat

- K. Richardson : Travailler sur un statut de CAR solide, qui permette de retrouver des MAD et qui renforce la lisibilité internationale tout en laissant une certaine autonomie.

- G. Benoit : Travailler en parallèle sur les financements et les MAD, par exemple via un partenariat avec le ministère de l'agriculture et le CIHEAM/IAM de Montpellier. Le Plan bleu devrait être une petite équipe bien composée, disposant des moyens pour mobiliser l'expertise internationale. Imaginer une initiative française au sein de la CMDD pour la dynamiser, par des groupes de travail sur des thèmes tels que le système eau/agriculture/sécurité alimentaire, les aspects sociaux et économiques du DD, les déséquilibres zones côtières/intérieurs...

- Th Lavoux souligne l'intérêt du partenariat approfondi avec le Minagri et l'IAM suggéré par G Benoit. Il présente le Sommet des deux rives (chefs d'État/société civile) en formation « 5 plus 5 » programmé le 24 juin 2019 au palais du Pharo à Marseille : il faudrait que le Plan Bleu soit associé à cet évènement dès lors que le programme sera mieux connu.

- M.H. le Hénaff se félicite du redémarrage de la Coopération concrète entre le CIHEAM et le PB, notamment sur le RED2019.

- O. Bessaoud : la Méditerranée vit une époque de conflits majeurs, et de ruptures : croissance démographique repartie à la hausse dans certains pays, pression sur les ressources naturelles, migrations massives internes ou en provenance du sud. La prospective de 2005 avait alerté sur ces ruptures. Aujourd'hui le devoir urgent est d'éclairer les décideurs sur les stratégies à adopter.

Rapport de gestion du trésorier.

Les documents comptables sont en ligne sur le site. Le trésorier résume la situation.

L'exercice 2017 était prévu en déficit. Il est finalement légèrement excédentaire (pas de directrice pendant un an et remboursement d'un trop perçu d'impôts). Mais la contribution de l'État a baissé à 17%. Forte dépendance vis à vis du PAM. Les capitaux propres représentent 6 mois de fonctionnement. Il serait préférable qu'ils soient supérieurs, pour éliminer les risques liés à une trésorerie nécessairement très fluctuante.

Au total, la situation actuelle n'est pas durable. Elle est structurellement déficitaire. La raison principale est la disparition des mises à disposition d'agents publics.

Rapports du commissaire aux comptes.

Le commissaire aux comptes présente son rapport général et son rapport particulier (mis en ligne sur le site)

Il déclare approuver les comptes de 2017.

Il souligne également les risques structurels à moyen terme.

Approbation des comptes 2017

l'Assemblée générale approuve à l'unanimité les comptes de l'année 2017.

Quitus pour 2017

L'Assemblée générale donne quitus, à l'unanimité, au président et au bureau du Plan bleu, pour la gestion de 2017.

Affectation du résultat 2017

L'Assemblée générale décide à l'unanimité d'affecter le résultat de 2017 au report à nouveau pour 2018.

Nouveaux membres de l'AG et renouvellement du bureau

Deux nouveaux membres sont proposés par le bureau, et accueillis à l'unanimité :

- la ville de Marseille ;
- Mauricette Steinfelder.

Celle-ci est candidate au bureau, au poste de secrétaire général, qui, ces dernières années, avait été cumulé avec celui de trésorier par J. de Montgolfier.

Les membres actuels du bureau se représentent.

Aucun autre candidat ne se déclarant, le bureau est élu à l'unanimité avec 7 membres (8 étant possibles statutairement) :

Président : Thierry Lavoux

Vice- présidents : Christian Avérous, Yves Hénocque, Aldo Ravazzi, Jacques Theys

Secrétaire Générale : Mauricette Steinfelder

Trésorier : Jean de Montgolfier

Perspectives budgétaires pour 2018

La directrice présente le budget prévisionnel prévu pour 2018, avec deux hypothèses concernant les ressources. Celles-ci sont plus élevées qu'en 2017 ; néanmoins les recettes ne couvrent pas les dépenses de personnel. Coût du déménagement : 35 000€. Le déficit attendu varie, selon les hypothèses, entre 53 000 et 83 000€.

- Y Bensaïd fera part au sénateur Daunis des difficultés rencontrées par le Plan Bleu dans le 06, obligé qu'il est de payer un loyer pour les quatre salariés travaillant dans le 06 pour que des solutions puissent être proposées.

Débat.

– Ch Avérous : Résultats 2017 positifs grâce au travail du président et au recrutement d'une directrice excellente. Demande d'environnement de la part des pays de la Méditerranée ; par ex, le Secrétariat général pour la Mer, placé auprès du premier Ministre a organisé un séminaire en juin (thématiques notamment du renseignement, traitée par le ministère de la Défense, et de la pollution introduite par le Plan Bleu). Ceci a mis en évidence la visibilité du PB, qui est une organisation internationale avant d'être une association. Il faut chercher des financements ex la BEI. Le ministère de la Défense pourrait être intéressé par les travaux du PB, sur les enjeux de stabilité sociale et politique.

- G Benoit. Garder une capacité de réflexion systémique ou prospective sur eau, climat, agriculture, mais il faut éviter de se disperser au gré des intérêts des bailleurs et trouver les bailleurs sur ce qu'on veut faire, sur ce qui est dans le mandat du PB.

- J Theys. Problème de la concentration ou de la dispersion : il y a, pour 2018, un très gros portefeuille d'activités avec des sommes dérisoires. Or nous subissons une double limitation, en financements et en personnels. Il faut réfléchir à notre stratégie, à nos priorités et, à moyen terme, à de nouveaux moyens de financements. Sommes-nous organisés de façon à obtenir des fonds privés ou des crédits de recherche européens ? L'articulation science/politique est fondamentale. Paradoxe : le PB a surmonté une crise énorme en 2017, mais il doit répondre aujourd'hui à une demande plus forte avec des moyens plus faibles en financements et en personnels .

- Th Lavoux. Nécessité de clarifier le statut auprès des autorités françaises. Il faut être en capacité de valoriser auprès des décideurs les résultats de nos travaux. Envisager à terme de recruter un « fundraiser » pour sécuriser des recettes correspondant à des travaux qui nous sont confiés par le PAM ?

Après cette discussion sur l'ensemble du programme 2018, des éclairages sont apportés par la directrice sur deux thèmes particuliers :

Le rapport sur l'état de l'environnement et du développement 2019.

Ce document constituera une base fondamentale pour les travaux ultérieurs du PB : prospective, stratégies, interface science/politique... Sa réussite est donc prioritaire pour le PB. La directrice présente le plan qui a été proposé, avec des chapitres très transversaux. Leur écriture est déjà entamée, avec la collaboration de très nombreux contributeurs internationaux. Sa relecture est prévue par un comité de pilotage et par un comité scientifique.

MedECC (Mediterranean Experts on Climate and Environmental Changes).

C'est une initiative scientifique d'origine française ; l'Italie et l'Espagne sont très également très impliquées au niveau des auteurs volontaires. Il y aura un chapitre sur la Méditerranée dans le

prochain rapport du GIEC ; et une conférence scientifique MED 2020 à Marseille à l'interface science/décideurs. J Theys insiste sur l'importance de donner toute leur place aux décideurs.

Constatant que l'ordre du jour est épuisé, le président remercie les participants et clôt la séance.

Le président le secrétaire général sortant la secrétaire générale élue

Thierry Lavoux Jean de Montgolfier Mauricette Steinfeld